

Protection de l'environnement  
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
CS 60074  
33070 BRUGES

BRUGES, le 17/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SCEA VIGNOBLES MOTUT & FILS**

8 CHEMIN DE GUIBOT  
33240 SAINT-GENES-DE-FRONSAC

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0100015077

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 octobre 2022 dans l'établissement SCEA VIGNOBLES MOTUT & FILS, implanté 8 CHEMIN DE GUIBOT 33240 SAINT-GENES-DE-FRONSAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection entre dans le cadre des inspections, après les vendanges, d'exploitations implantées dans des bassins versants sensibles ou présentant des enjeux environnementaux importants.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA VIGNOBLES MOTUT & FILS
- 8 CHE DE GUIBOT 33240 SAINT-GENES-DE-FRONSAC
- Code AIOT : 0100015077
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SCEA VIGNOBLES MOTUT & FILS a actuellement domicilié son établissement principal à SAINT-GENES-DE-FRONSAC.

L'établissement, situé au 8 CHEMIN DE GUIBOT à SAINT-GENES-DE-FRONSAC (33240), est l'établissement siège de l'entreprise SCEA VIGNOBLES MOTUT & FILS. Créé le 02-04-2021, son activité est la culture de la vigne sur un vignoble de 35 hectares dont une perte de 40% est à

constater.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 5.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a signalé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement que l'établissement utilise des bacs pour les effluents phytosanitaires.

Il a également été remarqué que les eaux résiduelles de l'aire de lavage sont envoyées dans le réseau d'eau pluviale.

La solution serait peut-être que l'exploitant essaie de réutiliser la cuve phytosanitaire au moment des vendanges.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.
<b>Constats :</b> Le réseau de collecte ne permet pas d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées car il n'est pas de type séparatif.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois